

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

TWENTIETH WORLD HEALTH ASSEMBLY

VINGTIEME ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE

A20/VR/11
23 May 1967
23 mai 1967

Provisional Verbatim Record	Compte rendu in extenso provisoire
ELEVENTH PLENARY MEETING <u>Tuesday, 23 May 1967</u> <u>at 2.30 p.m.</u> Palais des Nations Geneva	ONZIEME SEANCE PLENIERE <u>Mardi, 23 mai 1967</u> <u>à 14 h.30</u> Palais des Nations Genève

Acting President: Dr M. SHAHGOLI (Iran)
Président par intérim:

later President: Dr V. T. Herat GUNARATNE (Ceylon)
puis Président : (Ceylan)

Note: In this provisional record speeches in English or French are reproduced in the language used by the speaker; those delivered in another language are translated into English or French. The final record will be published in separate English, French, Russian and Spanish versions, each containing speeches in the original language or in translation.

Corrections to this provisional record should be submitted in writing to the Chief, Records Service, Room A.843, within 48 hours of its distribution.

Note : Le présent compte rendu provisoire reproduit dans la langue originale les discours prononcés en anglais ou en français; les discours prononcés dans une autre langue sont traduits en anglais ou en français. Le compte rendu définitif sera publié en quatre éditions distinctes (anglaise, française, espagnole et russe), chacune reproduisant les discours dans la langue originale ou en traduction suivant le cas.

Les rectifications au présent compte rendu provisoire doivent être remises par écrit au Chef du Service des Comptes Rendus, Bureau A.843, dans les 48 heures qui suivent la distribution de ce document.

CONTENTS

	<u>Page</u>
1. Third Report of the Committee on Credentials	3
2. Report by the General Chairman of the Technical Discussions	4
3. Fourth Report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters	11
4. Fifth Report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters	12
5. Drawing of lots to determine the order in which the Vice-Presidents shall be requested to act in the place of the President between sessions	14
6. Fifth Report of the Committee on Programme and Budget	15
7. Sixth Report of the Committee on Programme and Budget	18
8. Sixth Report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters	22

SOMMAIRE

1. Troisième rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs	3
2. Rapport du Président général des discussions techniques	4
3. Quatrième rapport de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques	11
4. Cinquième rapport de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques	12
5. Tirage au sort pour déterminer dans quel ordre les Vice-Présidents de l'Assemblée devront remplacer le Président entre les sessions de l'Assemblée	14
6. Cinquième rapport de la Commission du Programme et du Budget	15
7. Sixième rapport de la Commission du Programme et du Budget	18
8. Sixième rapport de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques	22

The ACTING PRESIDENT: The meeting is called to order.

Before starting our work, I should like to inform the Assembly that the General Committee decided that the sixth report of the Committee on Programme and Budget, document A20/28, and the sixth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, document A20/29, will be considered today in plenary as the last items on our agenda, although they do not appear in the programme of work of the Assembly as indicated in today's Journal. These reports have been distributed in the Assembly Hall.

1. THIRD REPORT OF THE COMMITTEE ON CREDENTIALS
TROISIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

The ACTING PRESIDENT: The first item on our agenda is the consideration of the third report of the Committee on Credentials, document A20/27. The Rapporteur of the Committee, Professor Vannugli, is invited to come to the rostrum and read this third report.

Le Professeur VANNUGLI (Italie), Rapporteur de la Commission de Vérification des Pouvoirs : Troisième rapport.

La Commission de Vérification des Pouvoirs s'est réunie le 22 mai 1967 sous la présidence du Dr E. Akwei (Ghana).

1. La Commission a examiné les pouvoirs de la République Dominicaine et du Sénégal et les a trouvés en bonne et due forme. Elle propose donc à l'Assemblée d'en reconnaître la validité.
2. La Commission a examiné la notification reçue de la République Unie de Tanzanie qui, bien que donnant la composition de sa délégation, ne peut être

considérée comme constituant des pouvoirs officiels conformément aux dispositions du Règlement intérieur. La Commission recommande cependant à l'Assemblée de la Santé de reconnaître provisoirement à cette délégation le plein droit de participer à ses travaux en attendant l'arrivée des pouvoirs officiels.

The ACTING PRESIDENT: Are there any remarks? In the absence of any remarks, I take it that the Assembly wishes to approve the third report of the Committee on Credentials. Thank you, Professor Vannugli.

2. REPORT BY THE GENERAL CHAIRMAN OF THE TECHNICAL DISCUSSIONS
RAPPORT DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES DISCUSSIONS TECHNIQUES

The ACTING PRESIDENT: The next item on our agenda today is the report by the General Chairman of the technical discussions. I invite Professor Pavel Macúch, General Chairman of the technical discussions, to come to the rostrum and present his report.

Le Professeur MACÚCH (Tchécoslovaquie), Président général des discussions techniques : Monsieur le Président, les discussions techniques consacrées à l'influence de l'urbanisation sur la santé des populations du monde se sont déroulées les 12 et 13 mai et ont suscité un très vif intérêt de la part des participants délégués à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé par les gouvernements des pays Membres de l'OMS.

A la satisfaction générale, on y a procédé à l'examen attentif et sérieux d'un problème brûlant dont l'actualité et l'importance dépassent singulièrement le cadre d'un seul pays ou d'une seule région du monde. Des analyses et des pronostics établis d'après les données de la science montrent clairement qu'au cours des trois ou quatre prochaines décades, la population du globe doublera, alors que les sources de nourriture seront certainement loin d'atteindre un tel rythme de croissance. Or, il est

naturel que du point de vue des activités et des objectifs de notre Organisation également, ce phénomène fasse surgir des craintes bien fondées. Au cours de nos discussions techniques, des voix pessimistes et des voix optimistes se sont fait entendre. Certes, le pessimisme a son origine dans les perspectives d'une croissance limitée des sources de nourriture, et dans les pronostics relatifs à l'accroissement des richesses de notre planète et à leur répartition. Quant aux voix optimistes, elles sont basées sur la cadence à laquelle se déroule la révolution scientifique et technique de nos jours. Les connaissances humaines, qui grandissent et se répandent avec une rapidité extraordinaire, multiplient les possibilités qui sont offertes à l'homme de se rendre maître, d'une manière de plus en plus complète, au moyen des techniques supérieures, du milieu ambiant et des éléments de la nature. Toutefois, même là, il y a des limites déterminées par la logique de l'évolution - par la quantité et la qualité de la connaissance humaine.

Au cours de la discussion, consacrée aux questions de santé posées par la poussée démographique dans le monde, on s'est efforcé d'évaluer les possibilités de défense contre les aspects défavorables de l'urbanisation. Il s'agissait avant tout de montrer dans quelle mesure les institutions nationales et internationales étaient capables d'exercer une influence positive sur l'évolution prévue. Il ne peut y avoir de doute qu'une importance énorme doit être attachée aux principes scientifiquement établis de la prévention des maladies lors de la création et du remaniement du milieu, et lors de la construction des villes. Il importe que les institutions sanitaires de par le monde jouissent d'une autorité suffisante pour mettre en pratique ces principes

et que leur action reflète un haut niveau de prévision scientifique. Pour que leur influence puisse s'exercer de cette façon salubre et prendre une direction positive, il est nécessaire que l'instruction et la formation des spécialistes en matière de santé publique s'améliorent et acquièrent, elles aussi, une nouvelle qualité en fonction de l'importance des tâches qui leur incombent.

Les problèmes de santé publique posés par l'urbanisation sont étroitement liés aux aspects sociaux du développement de la société humaine, ainsi qu'à l'accroissement et à la répartition de la richesse dans les divers pays. Toutes ces questions, bien qu'elles soient importantes, ne pouvaient pas être analysées et discutées à fond au cours des discussions techniques de la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé, car l'OMS n'est que partiellement compétente en ce qui concerne leur solution. Il est en tout cas très positif et très précieux que nos discussions techniques aient fixé l'attention sur les possibilités d'une meilleure exploitation des fonds internationaux de l'aide technique pour améliorer le contrôle du processus d'urbanisation.

Au cours des discussions, les questions de santé mentale, qui prennent une importance croissante en liaison avec l'accélération de l'urbanisation, ont été mentionnées. Il ne fait aucun doute que l'influence des facteurs civilisateurs - y compris l'urbanisation - sur la santé mentale est considérable. Mais il nous serait impossible, tenant compte du temps limité qui est traditionnellement consacré aux

discussions techniques, d'épuiser tous les aspects du problème. Les questions de santé mentale liées à la vie de la population des villes surpeuplées mériteraient certainement à elles seules d'être discutées plus profondément. On peut supposer que l'OMS fournira à l'avenir un forum pour analyser tous les aspects que nous n'avons pu cette fois prendre en considération.

Les éléments essentiels du problème de santé publique que pose l'urbanisation, tels qu'ils ont été mis en relief au cours des débats dans les huit groupes de travail, sont les suivants :

- 1) nature et définition des problèmes d'urbanisation;
- 2) personnel et ressources disponibles et utilisées;
- 3) programmes visant à ralentir l'urbanisation;
- 4) plans et programmes visant à prévenir et à corriger les effets néfastes de l'urbanisation;
- 5) collaboration et participation des administrations sanitaires à l'élaboration et à l'exécution des programmes aux échelons national, régional et municipal;
- 6) préparation du personnel aux fonctions en rapport avec l'urbanisation;
- 7) assistance fournie par les organisations internationales ou autres institutions.

Il est de mon devoir de présenter à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé le rapport sur les discussions techniques relatives aux "problèmes de santé publique posés par l'urbanisation". Ce rapport a été approuvé par les présidents et les rapporteurs des groupes de travail, et il a été distribué aux délégués de l'Assemblée à la fin de la semaine dernière, sous forme d'un document portant le numéro A20/Technical Discussions/6, accompagné d'un corrigendum où sont mentionnées les corrections apportées par les présidents des groupes lors de l'approbation du rapport final. Celui-ci est un peu long et il me faudrait trop de temps pour vous le lire in extenso. C'est pourquoi je me bornerai, avec la permission de Monsieur le Président, à vous en donner les conclusions.

- 1) Les discussions techniques ont connu un succès indiscutable, et constituent un exemple propre à favoriser une exploration plus poussée du problème au niveau international.
- 2) L'OMS devrait, de concert avec d'autres institutions intéressées, préparer et publier un manuel sur les aspects sanitaires de l'urbanisation. Il conviendrait d'attirer l'attention sur les aspects multidisciplinaires de ces problèmes et, en particulier, sur le rôle des architectes et des sociologues en collaboration avec l'équipe de la santé publique.
- 3) Les plans d'urbanisation, puisqu'il s'agit essentiellement d'eux, doivent être réalistes sous peine de rester lettre morte.
- 4) La solution des problèmes exige une intrication étroite d'éléments économiques, sociaux et physiques.
- 5) Regarder en face le problème de l'urbanisation signifie développer la formation plus poussée du personnel et mettre au point des conceptions et des terminologies communes pour que les administrateurs sanitaires, les planificateurs, les économistes et autres puissent communiquer et collaborer entre eux.

6) Les administrations sanitaires doivent se montrer énergiques et assumer leurs pleines responsabilités dans la planification nationale, régionale et urbaine; elles devraient regarder le problème en face et pouvoir compter sur l'aide de l'OMS.

7) Pour réduire les problèmes posés par l'urbanisation, il faut veiller à introduire des améliorations d'ordre sanitaire, social et économique dans les régions rurales.

8) Une urbanisation bien conçue et bien conduite peut apporter une contribution positive au développement économique et social général.

9) Les perspectives sont dans l'ensemble plus encourageantes que décourageantes, puisque les villes, à condition que leur développement soit convenablement dirigé et contrôlé, peuvent offrir à l'homme un cadre de vie sain et heureux.

J'aimerais exprimer maintenant mes profonds remerciements à tous les participants actifs de nos discussions techniques, à tous les présidents de groupes, aux consultants, les Professeurs Senn et Ferguson, aux membres du Secrétariat de l'OMS et au personnel du service de traduction et d'interprétation. J'ai une grande dette de reconnaissance envers Monsieur le Directeur général, le Dr Candau, pour l'intérêt avec lequel il a suivi les préparatifs des discussions techniques et pour ses conseils qui ont grandement contribué à leur succès.

En exprimant le désir, Monsieur le Président, de voir les résultats des discussions techniques sur les "problèmes de santé publique posés par l'urbanisation" apporter leur pleine contribution à la solution des problèmes liés à la croissance ultra-rapide de la population mondiale, je propose à la Vingtième Assemblée mondiale de la Santé de prendre acte du présent rapport.

The ACTING PRESIDENT: Thank you, Professor Macúch. I am confident that I am expressing the feelings of each member of this Assembly in thanking you most sincerely for the outstanding way in which you have directed the technical discussions as General Chairman.

In your opening address you inspired the groups with enthusiasm for the ensuing discussions, and I hope that the conclusions of these debates, which you have just now summarized admirably, will be taken into consideration by all those concerned with the public health problems of urbanization.

The report is before the Assembly. May I remind you that the technical discussions which have been held under the auspices of the Twentieth World Health Assembly do not form an integral part of its work. I suggest that, as in previous assemblies, we take note of the report, and again thank all those who have contributed to the success of the discussions, and in particular to the group chairmen and rapporteurs. Does this suggestion meet with your approval? In the absence of any objection, I declare that the Assembly has taken note of the report.

I will suspend the session for a few moments to permit our President to take the Chair.

The President, Dr Gunaratne (Ceylon), took the Chair.
Le Dr Gunaratne (Ceylan), Président de l'Assemblée, assume la présidence.

3. FOURTH REPORT OF THE COMMITTEE ON ADMINISTRATION, FINANCE AND LEGAL MATTERS
QUATRIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES
ET JURIDIQUES

The PRESIDENT: Thank you, Dr Shahgholi, for so ably conducting the debate of the Assembly in my absence.

We now come to the adoption of the fourth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, document A20/25. In accordance with Rule 52 of the Rules of Procedure, this report, having been distributed at least twenty-four hours in advance of this meeting, will not be read aloud. Five resolutions are contained in this report and I shall ask the Assembly to adopt each of them in turn.

Does the Assembly agree to adopt the first resolution: Headquarters accommodation: future requirements for office accommodation at headquarters? Any objection? The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the second resolution: Working Capital Fund: advances made for the provision of emergency supplies to Member States as authorized by resolution WHA18.14? Any comments? The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the third resolution: International Agency for Research on Cancer: agreement between WHO and the Government of France concerning the legal status, privileges and immunities of the Agency? Any comments? I see none. The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the fourth resolution: Travel standards? Any objection? The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the fifth resolution: Joint FAO/WHO programme on food standards: amendments to the statutes of the Codex Alimentarius Commission? Any comments? I see none. The resolution is adopted.

You now have to approve the report as a whole. Does the Assembly approve this fourth report? I see no objections. The report is adopted.

4. FIFTH REPORT OF THE COMMITTEE ON ADMINISTRATION, FINANCE AND LEGAL MATTERS
CINQUIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES
ET JURIDIQUES

The PRESIDENT: The next item on our agenda is the adoption of the fifth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, document A20/26. In accordance with Rule 52 of the Rules of Procedure, this report, having been

distributed at least twenty-four hours in advance of this meeting, will not be read aloud. Four resolutions are contained in this report and I shall ask the Assembly to adopt each of them in turn.

Does the Assembly agree to adopt the first resolution: United Nations Joint Staff Pension Board: Annual Report of the United Nations Joint Staff Pension Board for 1965 (Article XXXV of the Regulations of the United Nations Joint Staff Pension Fund)? Any comment? The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the second resolution: United Nations Joint Staff Pension Board: WHO Staff Pension Committee: Appointment of representatives to replace members whose period of membership expires? Are there any objections? I see none. The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the third resolution: Amendments to the Rules of Procedure of the Health Assembly? Any comments? The resolution is adopted.

Does the Assembly agree to adopt the fourth resolution: Members in arrears in the payment of their contributions to an extent which may invoke Article 7 of the Constitution? Any comments? The resolution is adopted.

You now have to approve the report as a whole. Does the Assembly approve this fifth report? Any objections? The report is adopted.

5. DRAWING OF LOTS TO DETERMINE THE ORDER IN WHICH THE VICE-PRESIDENTS SHALL BE REQUESTED TO ACT IN THE PLACE OF THE PRESIDENT BETWEEN SESSIONS

TIRAGE AU SORT POUR DETERMINER DANS QUEL ORDRE LES VICE-PRESIDENTS DE L'ASSEMBLEE DEVRONT REMPLACER LE PRESIDENT ENTRE LES SESSIONS DE L'ASSEMBLEE

The PRESIDENT: In accordance with the resolution which has just been adopted I shall now determine by lot the order in which the Vice-Presidents shall be requested to serve should the President be unable to act in between sessions. In future this drawing of lots will take place when the Vice-Presidents are elected, at the beginning of the session. This time, however, this could not be done, since the relevant amendment to Rule 28 of the Rules of Procedure has only just been adopted.

The names of the five Vice-Presidents have been written down on five separate sheets of paper which I am going to draw by lot: Dr M. Shahgholi (Iran), Dr T. Soda (Japan), Dr J.-C. Happi (Cameroon), Dr D. E. Dago Holmberg (Argentina), Dr Z. Szabo (Hungary).

The Vice-Presidents will be requested to serve in the following order:

Dr T. Soda (Japan), Dr J.-C. Happi (Cameroon), Dr D. E. A. Dago Holmberg (Argentina), Dr Z. Szabo (Hungary), and Dr M. Shahgholi (Iran).

6. FIFTH REPORT OF THE COMMITTEE ON PROGRAMME AND BUDGET
CINQUIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DU PROGRAMME ET DU BUDGET

The PRESIDENT: The next item on our agenda is the fifth report of the Committee on Programme and Budget, document A20/24. In accordance with Rule 52 of the Rules of Procedure this report, not having been distributed at least twenty-four hours in advance of this meeting, will be read aloud. I invite the Rapporteur of the Committee, Dr Mayuga, to come to the rostrum and read the report.

Dr MAYUGA (Philippines), Rapporteur of the Committee on Programme and Budget:

Fifth Report of the Committee on Programme and Budget:

The Committee on Programme and Budget held its eleventh, twelfth and thirteenth meetings on 19, 20 and 22 May 1967 and decided to recommend to the Twentieth World Health Assembly the adoption of the following resolutions:

1. Programme and Budget Estimates for 1968: Voluntary Fund for Health Promotion

The Twentieth World Health Assembly,

Considering that the programmes planned under the Voluntary Fund for Health Promotion, as set forth in Official Records No. 154, are satisfactory; and

Noting that the programmes are complementary to the programmes included in the regular budget of the Organization,

1. EXPRESSES the hope that more contributions will be made to the Voluntary Fund for Health Promotion; and
2. INVITES the Director-General to take such further action as would contribute to the effective implementation of the programmes planned to be financed from the Voluntary Fund for Health Promotion.

The PRESIDENT: Does the Assembly agree to adopt the first resolution:

Programme and budget estimates for 1968: Voluntary Fund for Health Promotion - which has just been read? Any comments? In the absence of any comments, the resolution is adopted.

Dr MAYUGA (Philippines):

2. Appropriation Resolution for 1968

The Twentieth World Health Assembly,

RESOLVES to appropriate for the financial year 1968 an amount of US\$ 59,865,580 as follows:

I.

<u>Appropriation</u> <u>Section</u>	<u>Purpose of Appropriation</u>	<u>Amount</u> US\$
	PART I: ORGANIZATIONAL MEETINGS	
1	World Health Assembly	413 390
2	Executive Board and its Committees	194 745
3	Regional Committees	96 600
	Total - Part I	<u>704 735</u>

<u>Appropriation Section</u>	<u>Purpose of Appropriation</u>	<u>Amount US\$</u>
PART II: OPERATING PROGRAMME		
4	Programme Activities	45 808 453
5	Regional Offices	5 076 904
6	Expert Committees	262 000
Total - Part II		<u>51 147 357</u>
PART III: ADMINISTRATIVE SERVICES		
7	Administrative Services	<u>3 670 908</u>
Total - Part III		<u>3 670 908</u>
PART IV: OTHER PURPOSES		
8	Headquarters Building Fund	500 000
9	Revolving Fund for Teaching and Laboratory Equipment	100 000
Total - Part IV		<u>600 000</u>
Sub-total - Parts I, II, III and IV		<u>56 123 000</u>
PART V: RESERVE		
10	Undistributed Reserve	<u>3 742 580</u>
Total - Part V		<u>3 742 580</u>
Total - ALL PARTS		<u>59 865 580</u>

II. Amounts not exceeding the appropriations voted under paragraph I shall be available for the payment of obligations incurred during the period 1 January to 31 December 1968, in accordance with the provisions of the Financial Regulations.

Notwithstanding the provisions of this paragraph, the Director-General shall limit the obligations to be incurred during the financial year 1968 to the effective working budget established by the World Health Assembly, i.e. Parts I, II, III and IV.

III. The appropriations voted under paragraph I shall be financed by contributions from Members after deduction of:

- (i) the amount of US\$ 1 301 900 available by reimbursement from the Technical Assistance component of the United Nations Development Programme
- (ii) the amount of US\$ 42 700 representing assessments on new Members from previous years
- (iii) the amount of US\$ 457 300 representing miscellaneous income available for the purpose
- (iv) the amount of US\$ 129 000 available by transfer from the Assembly Suspense Account

Total US\$ 1 930 900

thus resulting in assessments against Members of US\$ 57 934 680.

The PRESIDENT: Thank you, Dr Mayuga.

Does the Assembly agree to adopt the second resolution: Appropriate Resolution for the financial year 1968? In the absence of any objections, the resolution is adopted.

We have now to adopt the report as a whole. Any objections? In the absence of any remarks, may I take it that it is the wish of the Assembly to adopt the report as a whole? The report is adopted.

7. SIXTH REPORT OF THE COMMITTEE ON PROGRAMME AND BUDGET
SIXIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DU PROGRAMME ET DU BUDGET

The PRESIDENT: We now pass on to the sixth report of the Committee on Programme and Budget, document A20/28. In accordance with Rule 52 of the Rules of Procedure, this report will also be read aloud. May I invite Dr Mayuga to take the floor again.

Dr MAYUGA (Philippines), Rapporteur of the Committee on Programme and Budget:

Sixth report of the Committee on Programme and Budget:

During the course of its fourteenth session held on 22 May 1967 the Committee on Programme and Budget decided to recommend to the Twentieth World Health Assembly the adoption of the following resolutions:

1. Quality Control of Pharmaceutical Preparations

The Twentieth World Health Assembly,

Having considered the report of the Director-General on the quality control of pharmaceutical preparations;

Having noted resolution EB39.R8 of the thirty-ninth session of the Executive Board on the quality control of pharmaceutical preparations;

Noting that this matter has been the subject of repeated discussion at previous sessions of the Executive Board and the World Health Assembly, but that desirable results have not yet been reached;

Bearing in mind resolution WHA18.36, which invited governments to take the necessary measures to subject pharmaceutical preparations, imported or locally manufactured, to adequate quality control;

Recalling particularly resolution WHA19.47, requesting the Director-General to establish generally acceptable principles for the quality control of pharmaceutical preparations, and to continue to assist Member States in their efforts to improve the quality control of pharmaceutical preparations and to establish quality control laboratories for national or regional purposes; and

Noting with concern that the requests to Member States that drugs should not be exported without having been subject to the same quality control as those issued to the home market in the country of origin are not yet generally applied, and that in many cases pharmaceutical preparations are continuing to circulate without such control;

Considering the measures outlined in the Director-General's report on the improvement of the quality of drugs on the international level,

REQUESTS the Director-General:

- (i) to formulate as soon as possible principles for quality control procedures such as should be incorporated in good drug manufacturing practice;
- (ii) to continue work on analytical control specifications for international acceptance to be published as they are completed;
- (iii) to continue to assist Member States in establishing or securing access to national or regional laboratory facilities for quality control of drugs with support where appropriate of multilateral or bilateral assistance;
- (iv) to report on the principles which should be included in regulations under Article 21 of the Constitution of WHO, supplemented, as may be necessary, by recommendations under Article 23, in regard to pharmaceutical products in international commerce and on the steps which the Organization would have to take to implement the programme of work involved to the Twenty-first World Health Assembly through the Executive Board with their comments;

(v) to ask again countries which export pharmaceuticals to ensure that these are subject to control measures which will secure that they comply with standards of quality not less than those imposed on domestic commerce; and

(vi) to report on the financial implications for WHO of any action proposed under this resolution.

The PRESIDENT: Does the Assembly agree to adopt the first resolution:

"Quality control of pharmaceutical preparations - which has just been read out by

Dr Mayuga? Any comments? In the absence of any comments the resolution is adopted.

Dr MAYUGA (Philippines):

2. Pharmaceutical Advertising

The Twentieth World Health Assembly,

Considering the constant and rapid increase in the number of pharmaceutical preparations available on the market;

Noting that in certain cases drugs have been advertised without having undergone the necessary experimental and clinical evaluation;

Considering the desirability of internationally acceptable criteria for the advertising of pharmaceutical products,

REQUESTS the Director-General to study the ethical and scientific criteria that, from the medical point of view, should govern the advertising of drugs and report thereon to the forty-first session of the Executive Board and to the Twenty-first World Health Assembly.

The PRESIDENT: Thank you, Dr Mayuga. Does the Assembly agree to adopt the second resolution: Pharmaceutical advertising? Any comments? In the absence of any comments, the resolution is adopted.

We have now to adopt the report as a whole.

Are there any comments? In the absence of any remarks, may I take it that it is the wish of the Assembly to adopt the report as a whole? The report is adopted.

8. SIXTH REPORT OF THE COMMITTEE ON ADMINISTRATION, FINANCE AND LEGAL MATTERS
SIXIEME RAPPORT DE LA COMMISSION DES QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES
ET JURIDIQUES

The PRESIDENT: The last item on our agenda is the sixth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, document A20/29. In accordance with Rule 52 of the Rules of Procedure, this report will also be read aloud. I invite the Chairman of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters, Dr Al-Adwani, to come to the rostrum and read the report.

Dr AL-ADWANI (Kuwait) Chairman of the Committee on Programme and Budget: Sixth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters:

During its eleventh, twelfth and thirteenth meetings, held on 22 and 23 May 1967, the Committee on Administration, Finance and Legal Matters decided to recommend to the Twentieth World Health Assembly the adoption of the following resolutions:

1. Proposed amendments to Articles 24 and 25 of the Constitution (Proposals by Brazil, Cameroon, Dahomey, Guinea, India, Iran, Ivory Coast, Jamaica, Mali, Togo, and the United Republic of Tanzania)

The Twentieth World Health Assembly,

Considering the proposal made by the Government of Brazil for the amendments to Articles 24 and 25 of the Constitution; and

Noting that the provision of Article 73 of the Constitution, which requires that the texts of proposed amendments to the Constitution shall be communicated to Members at least six months before consideration by the Health Assembly, has been duly complied with,

I.

1. ADOPTS the amendments to the Constitution set forth in the Annexes to this resolution, and which shall form an integral part of this resolution, the texts in the Chinese, English, French, Russian and Spanish languages being equally authentic;

2. DECIDES that two copies of this resolution shall be authenticated by the signatures of the President of the Twentieth World Health Assembly, and the Director-General of the World Health Organization, of which one copy shall be transmitted to the Secretary-General of the United Nations, depositary of the Constitution, and one copy retained in the archives of the World Health Organization;

II

Considering that the aforesaid amendments to the Constitution shall come into force for all Members when accepted by two-thirds of the Members in accordance with their respective constitutional processes, as provided for in Article 73 of the Constitution,

DECIDES that the notification of such acceptance shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations, as required for acceptance of the Constitution by Article 79(b) of the Constitution.

The PRESIDENT: I would remind delegates that, in accordance with Article 60 and Article 73 of the Constitution and Rule 70 of the Rules of Procedure of the Health Assembly, the decision on this question shall be made by a two-thirds majority of the Members present and voting.

I shall read the text in English.

Article 24 - Delete and replace by

Article 24

The Board shall consist of thirty persons designated by as many Members. The Health Assembly, taking into account an equitable geographical distribution, shall elect the Members entitled to designate a person to serve on the Board. Each of these Members should appoint to the Board a person technically qualified in the field of health, who may be accompanied by alternates and advisers.

Article 25 - Delete and replace by

Article 25

These Members shall be elected for three years and may be re-elected, provided that of the fourteen Members elected at the first session of the Health Assembly held after the coming into force of the amendment to this Constitution increasing the membership of the Board from twenty-four to thirty the terms of two Members shall be for one year and the terms of two Members shall be for two years, as determined by lot.

I now put to the vote the resolution on the proposed amendment to Articles 24 and 25 of the Constitution, proposed by Brazil, Cameroon, Dahomey, Guinea, India, Iran, Ivory Coast, Jamaica, Mali, Togo, and the United Republic of Tanzania. Delegates in favour of the resolution, please raise their cards. Thank you. Those against? Thank you. Abstentions? Thank you.

The result of the voting is as follows:

Number of Members present and voting - that is Members casting a positive or a negative vote	88
Two-thirds majority	59
In favour	75
Against	13
Abstentions	10

The resolution is therefore adopted by a two-thirds majority.

The distinguished delegate of the United Kingdom has the floor. May I invite you to come to the rostrum.

Sir George GODBER (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland):

Mr President, my delegation is in favour of an increase in the size of the Executive Board. We would, however, have preferred an increase to twenty-seven. It is for that reason that the United Kingdom vote was cast against an increase to thirty. This does not indicate that an increase to thirty is unacceptable to the United Kingdom.

The PRESIDENT: Thank you, Sir George. The delegate of India has the floor.

Mr KRISHNAN (India): I have asked for the floor in order to explain briefly our abstention on this vote. When this question was discussed in the Committee my delegation made it clear that we were entirely in favour of an extension of the Executive Board in order to give greater representation to the African and the Western Pacific Regions, which had been under-represented in the past. At the same time, we were equally anxious that the proposed expansion should provide for one more seat for the South-East Asia Region also. This region, in my Government's view, is not adequately represented. This view is shared by all Member countries of our region, as confirmed by the decision of the Regional Committee for South-East Asia at its nineteenth session last year. Also, in the view of the Member countries of our region, every region should have a minimum

representation of three on the Board, so that no region will be denied the opportunity of electing a new Member by rotation every year to the Executive Board. My delegation has no objection to the proposal made by the Government of Brazil and accepted by the Committee and now by the plenary Assembly for expanding the Board to thirty. We were, however, compelled, in the Committee and now here in the plenary, to abstain from voting in favour of this draft amendment because it does not fully reflect our own view that every region should have a minimum representation of three on the Board. Mr President, now that the World Health Assembly has decided that the Board should be expanded to thirty, it is the earnest hope of my delegation and Government that, when the time comes for the actual constitution of the expanded Board - which may not take place for a year or two when a sufficient number of ratifications will have been received to make the amendment effective - I repeat, it is the earnest hope of my delegation and Government that, when the time for the actual expansion of the Board comes, the claim of the South-East Asia Region for a third seat will be borne in mind, and that our legitimate desire to have an opportunity every year of electing a new Member will be given due consideration.

The PRESIDENT: Thank you, Mr Krishnan. The delegate of the Federal Republic of Germany has the floor.

Dr von KELLER (Federal Republic of Germany): Mr President, honourable delegates, the German delegation has voted against the resolution proposed with respect to Articles 24 and 25. Nevertheless, I would associate myself with the explanation of vote given by the honourable delegate of the United Kingdom - that is to say, that the number of thirty is not unacceptable to the Government of the Federal Republic of Germany.

The PRESIDENT: Thank you, Dr von Keller. In the absence of any other observations, we come to the second resolution.

Dr AL-ADWANI (Kuwait): Thank you, Mr President.

2. Voluntary Fund for Health Promotion: Progress Report on World Health Foundations

The Twentieth World Health Assembly,

Having considered the report of the Director-General on developments relating to World Health Foundations;

Recalling resolutions EB35.R19 and EB39.R34 in which the Executive Board inter alia welcomed "the developments in respect of the establishment of national World Health Foundations, the purpose of which is to foster the fundamental objectives of the World Health Organization" and of "the Federation of World Health Foundations" and requested "the Director-General to take such further action as would encourage the establishment and functioning of national World Health Foundations in various countries"; and

Recalling resolution WHA18.31, in which the Eighteenth World Health Assembly appreciated "the actions taken with a view to the establishment of World Health Foundations in several Member countries" and encouraged "the efforts which are being pursued and which will be undertaken towards this end", and resolution WHA19.20, in which the Nineteenth World Health Assembly expressed "its hope that interest in and support of World Health Foundations will continue to develop",

1. WELCOMES the establishment of the additional foundations and of the Federation of World Health Foundations as an important development;

2. NOTES that for a service fee of eleven per cent. of the annual budget estimates of the Federation, the Organization will act as Fiscal Agent and provide conference and other services; and

3. AUTHORIZES the Director-General to provide additional services as requested by the World Health Foundations and the Federation on a reimbursable basis.

The PRESIDENT: Does the Assembly agree to adopt the second resolution:

Voluntary Fund for Health Promotion: progress report on world health foundations - which has just been read? In the absence of any comments, the resolution is adopted.
May I ask you to read the third resolution.

Dr AL-ADWANI (Kuwait):

3. Implementation of resolution WHA19.31

The Twentieth World Health Assembly,

1. NOTES the report of the Director-General on the implementation of resolution WHA19.31; and

2. DECIDES to refer the matter to the Regional Committees concerned for further consideration.

The PRESIDENT: Does the Assembly agree with the third resolution: Implementation of resolution WHA19.31 - which has just been read out? Any observations? In the absence of any comments, the resolution is adopted.

Dr AL-ADWANI (Kuwait):

4. Selection of the country or region in which the Twenty-first World Health Assembly will be held (Article 14)

The Twentieth World Health Assembly

Noting with appreciation the invitation of the Government of Brazil to hold the Twenty-first World Health Assembly, and the session of the Executive Board which follows, in Brazil;

Noting that the Government of Brazil has offered to make available to WHO all the necessary facilities for the holding of these sessions and has offered to bear all costs of these meetings in excess of those which would be incurred if they were held in Geneva;

Recalling that the Nineteenth World Health Assembly, in resolution WHA19.9 noted "with appreciation the invitation by the Government of the United States of America for the holding of the Twenty-second World Health Assembly in Boston, Massachusetts, in 1969" and decided to accept "this invitation, subject to the conclusion of an appropriate agreement with the Government of the United States of America in accordance with the terms of resolution EB31.R40 and to the conclusion of the necessary practical arrangements; and further subject to confirmation, pursuant to the provisions of Articles 14 and 15 of the WHO Constitution, by the Twenty-first World Health Assembly and by the Executive Board with respect to the country, place and date of the session";

Having regard to the provisions of resolutions EB6.R32, WHA5.48, paragraph (5), and EB31.R40, paragraph 2, concerning the periodicity of Assemblies away from the headquarters and the need for timely consideration by the Assembly, in the light of a full report by the Director-General on the conditions offered, of invitations to meet away from the headquarters.

Considering, however, that the Twenty-first World Health Assembly represents an exceptional occasion in the life of the Organization, since it will mark the Twentieth Anniversary,

1. ACCEPTS with appreciation the generous offer of the Government of Brazil, subject to confirmation by the Executive Board that all the necessary conditions can be realized for holding the Twenty-first World Health Assembly and the succeeding session of the Executive Board in Brazil.

2. REQUESTS the Director-General to examine as soon as possible with the Government of Brazil the necessary arrangements for the holding of an Assembly in that country and to report thereon to the Executive Board.

The PRESIDENT: Does the Assembly agree to adopt the fourth resolution:

Selection of the country or region in which the Twenty-first World Health Assembly will be held? Any observations? In the absence of any comments, the resolution is adopted.

Dr AL-ADWANI (Kuwait):

5. Twentieth anniversary of the World Health Organization

The Twentieth World Health Assembly,

Having considered resolution EB39.R43 of the Executive Board and the report of the Director-General on the plans for the celebration of the twentieth anniversary of the World Health Organization; and

Considering that the twentieth anniversary year of the Organization should be celebrated and that on this occasion the objectives and the work of the World Health Organization should become better known to the public in general and to health workers and medical students in particular;

Considering further that the Twentieth World Health Assembly has accepted the invitation of the Government of Brazil to hold the twenty-first session of the Health Assembly in Brazil;

1. APPROVES in general the plan for the celebration as outlined in the Director-General's report;
2. INVITES the Director-General to submit to the Executive Board any additions or revisions to the proposals contained in his report which seem appropriate as a result of the decision to hold the Twenty-first World Health Assembly in Brazil;
3. REQUESTS the Director-General to take into account the suggestions made during the discussions of the subject at the Health Assembly;
4. REQUESTS the Director-General to take all the necessary measures to implement the plan;
5. INVITES Members to stimulate national celebrations of the Twentieth Anniversary of the Organization during 1968;
6. EXPRESSES the desire that the United Nations and the other specialized agencies will observe the Organization's twentieth anniversary; and
7. REQUESTS the Director-General to transmit this resolution to the Members together with the report which he has submitted to the World Health Assembly.

The PRESIDENT: Before approval of this resolution, there is a correction to be made in the French text which I will invite the Deputy Director-General to explain.

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT: Monsieur le Président, il s'agit de la résolution n° 3 qui apparaît à la page 14 du texte anglais comme du texte français du document A20/29. Le Président de la Commission des Questions administratives, financières et juridiques a donné lecture du texte anglais, qui est correct, et que je lis:

"DECIDES to refer the matter to the Regional Committees concerned for further consideration". Le mot français correspondant au mot "concerned" a été omis dans le texte français, qui doit donc se lire: "2. DÉCIDE de renvoyer la question pour nouvel examen aux comités régionaux intéressés", le mot "intéressés" étant ajouté au texte tel qu'il est imprimé actuellement.

The PRESIDENT: Thank you, Dr Dorolle. Does the Assembly agree to adopt the fifth resolution, on the twentieth anniversary of the World Health Organization? In the absence of any observations, the resolution is adopted.

We have now to adopt the report as a whole. Any comments? In the absence of any objections, I take it that it is the wish of the Assembly to adopt the sixth report of the Committee on Administration, Finance and Legal Matters. The report is adopted. Thank you, Dr Al-Adwani, for all the assistance given.

Before adjourning the meeting, I would like to recall that the two main committees will resume their work immediately after this plenary meeting. I would also like to inform the Assembly that at its meeting today the General Committee decided that the Committee on Programme and Budget will meet tomorrow night as from 8.30 p.m. if necessary.

The meeting is adjourned.

The meeting rose at 3.50 p.m.
La séance est levée à 15 h.50.